



Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère

6 mai 2019

La réponse mondiale actuelle est insuffisante ;

Des « changements transformateurs » sont nécessaires pour restaurer et protéger la nature

Les intérêts particuliers doivent être dépassés pour le bien de tous

C'est l'évaluation la plus exhaustive de ce type ;

1.000.000 espèces menacées d'extinction

« La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine - et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier », alerte le nouveau et historique rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), dont le résumé a été approuvé lors de la 7ème session plénière de l'IPBES, qui s'est réunie la semaine dernière (du 29 Avril au 4 mai) à Paris.

« Les preuves accablantes contenues dans l'évaluation globale publiée par l'IPBES et obtenues à partir d'un large éventail de domaines de connaissance, présentent un panorama inquiétant », a déclaré le président de l'IPBES, Sir Robert Watson. « La santé des écosystèmes dont nous dépendons, ainsi que toutes les autres espèces, se dégrade plus vite que jamais. Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier ».

« Le rapport nous dit aussi qu'il n'est pas trop tard pour agir, mais seulement si nous commençons à le faire maintenant à tous les niveaux, du local au mondial », a-t-il ajouté « Grâce au « changement transformateur », la nature peut encore être conservée, restaurée et utilisée de manière durable - ce qui est également essentiel pour répondre à la plupart des autres objectifs mondiaux. Par « changement transformateur », on entend un changement fondamental à l'échelle d'un système, qui prend en considération les facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris en termes de paradigmes, objectifs et valeurs.

Les États membres de la plénière de l'IPBES ont reconnu que, par sa nature même, un changement transformateur peut susciter une opposition de la part de ceux qui ont des intérêts attachés au statu quo, mais également que cette opposition peut être surmontée pour le bien de tous.

Le rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques est le document le plus exhaustif réalisé à ce jour. Il s'agit du premier rapport intergouvernemental de ce type. Il s'appuie sur l'évaluation historique des écosystèmes pour le millénaire (Millennium Ecosystem Assessment) de 2005 et introduit de nouveaux moyens pour d'évaluation des preuves.

Élaboré par 145 experts issus de 50 pays au cours des trois dernières années, avec des contributions additionnelles apportées par 310 autres experts, le rapport évalue les changements au cours des cinq dernières décennies et fournit un aperçu complet de la relation entre les trajectoires de développement économique et leurs impacts sur la nature. Le document propose également un éventail de scénarios possibles pour les décennies à venir.

Basé sur une revue systématique d'environ 15 000 références scientifiques et sources gouvernementales, le rapport s'appuie aussi (et pour la première fois à une telle échelle) sur les savoirs autochtones et locaux, et aborde en particulier les questions concernant les peuples autochtones et les communautés locales.

« Les contributions apportées par la biodiversité et la nature aux populations sont notre patrimoine commun et forment le plus important 'filet de sécurité' pour la survie de l'humanité. Mais ce filet de sécurité a été étiré jusqu'à son point de rupture », a déclaré la professeure Sandra Díaz (Argentine), qui a co-présidé l'évaluation avec les professeurs Josef Settele (Allemagne) et Eduardo S. Brondízio (Brésil et États-Unis). « La diversité au sein des espèces, entre les espèces et celles des écosystèmes, ainsi que de nombreuses contributions fondamentales qui proviennent de la nature se dégradent rapidement, même si nous avons encore les moyens d'assurer un avenir durable aux êtres humains et à la planète. »

Le rapport estime qu'environ 1 million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, notamment au cours des prochaines décennies, ce qui n'a jamais eu lieu auparavant dans l'histoire de l'humanité.

Depuis 1900, l'abondance moyenne des espèces locales dans la plupart des grands habitats terrestres a diminué d'au moins 20 % en moyenne. Plus de 40 % des espèces d'amphibiens, près de 33 % des récifs coralliens et plus d'un tiers de tous les mammifères marins sont menacés. La situation est moins claire pour les espèces d'insectes, mais les données disponibles conduisent à une estimation provisoire de 10 % d'espèces menacées. Au moins 680 espèces de vertébrés ont disparu depuis le 16^{ème} siècle et plus de 9 % de toutes les races domestiquées de mammifères utilisées pour l'alimentation et l'agriculture avaient disparu en 2016, et 1 000 races de plus sont menacées.

« Les écosystèmes, les espèces, les populations sauvages, les variétés locales de plantes et les races locales d'animaux domestiques diminuent, se réduisent ou disparaissent. Le tissu vivant de la Terre, essentiel et interconnecté, se réduit et s'effiloche de plus en plus », a déclaré le professeur Settele. « Cette perte est la conséquence directe de l'activité humaine et constitue une menace directe pour le bien-être de l'humanité dans toutes les régions du monde. »

Pour accroître la pertinence politique du rapport, les auteurs de l'évaluation ont classé, pour la première fois à une telle échelle et sur la base d'une analyse approfondie des données disponibles, les cinq facteurs directs de changement qui affectent la nature et qui ont les plus forts impacts à l'échelle mondiale. Les facteurs responsables sont, par ordre décroissant : (1) les changements d'usage des terres et de la mer ; (2) l'exploitation directe de certains organismes ; (3) le changement climatique ; (4) la pollution et (5) les espèces exotiques envahissantes.

Le rapport souligne que, depuis 1980, les émissions de gaz à effet de serre ont été multipliées par deux, provoquant une augmentation des températures moyennes mondiales d'au moins 0,7 degré Celsius. Le changement climatique a déjà un impact sur la nature, depuis le niveau des écosystèmes jusqu'à celui de la diversité génétique - impact qui devrait augmenter au cours des décennies à venir et, dans certains cas, surpasser l'impact dû au changement d'usage des terres et de la mer et des autres facteurs de pression.

En dépit des progrès réalisés pour conserver la nature et mettre en œuvre des politiques en faveur de celle-ci, le rapport met aussi en évidence que les trajectoires actuelles ne permettent pas d'atteindre les objectifs mondiaux visant à conserver et exploiter durablement la nature. Les objectifs pour 2030 et au-delà ne pourront être atteints que par un changement transformateur dans les domaines de l'économie, de la société, de la politique et de la technologie. Avec seulement quatre des vingt objectifs d'Aichi pour la biodiversité présentant des progrès réels dans leurs déclinaisons, il est probable que la plupart d'entre eux ne seront pas atteints d'ici l'échéance de 2020. Les tendances négatives actuelles concernant la biodiversité et les écosystèmes vont freiner les progrès en vue d'atteindre les objectifs de développement durable dans 80% (35 sur 44) des cas où les cibles ont été évaluées ; en particulier ceux liées à la pauvreté, la faim, la santé, l'eau, les villes, le climat, les océans et les sols (ODD 1, 2, 3, 6, 11, 13, 14 et 15). La perte de biodiversité est donc non seulement un problème environnemental, mais aussi un enjeu lié au développement, à l'économie, la sécurité, la société et l'éthique.

« Pour mieux comprendre et, plus important encore, pour s'attaquer aux principales causes des dommages causés à la biodiversité et aux contributions apportées par la nature aux populations, nous devons comprendre l'histoire et les interconnexions mondiales qui existent entre les facteurs indirects complexes de changement démographiques et économiques, ainsi que les valeurs sociales qui les sous-tendent », a déclaré le professeur

Brondízio. « Les principaux facteurs indirects comprennent l'augmentation de la population et de la consommation par habitant ; l'innovation technologique, dont les dommages causés à la nature ont diminué dans certains cas tandis qu'ils ont augmenté dans d'autres; et, de manière critique, les questions de gouvernance et de responsabilité. Une tendance qui émerge est celle dite de l'interconnectivité mondiale et du « telecoupling ». Dans ce cas, l'extraction des ressources et leur production ont lieu dans une partie du monde, mais servent souvent à satisfaire les besoins de consommateurs éloignés, qui vivent dans d'autres régions.»

D'autres résultats majeurs du rapport sont à prendre aussi en compte:

- Les trois quarts de l'environnement terrestre et environ 66 % du milieu marin ont été significativement modifiés par l'action humaine. En moyenne, ces tendances ont été moins graves ou évitées dans les zones qui appartiennent à ou sont gérées par des peuples autochtones et des communautés locales.
- Plus d'un tiers de la surface terrestre du monde et près de 75 % des ressources en eau douce sont maintenant destinées à l'agriculture ou à l'élevage.
- La valeur de la production agricole a augmenté d'environ 300 % depuis 1970, la récolte de bois brut a augmenté de 45 % et environ 60 milliards de tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables sont maintenant extraites chaque année dans le monde - quantité qui a presque doublé depuis 1980.
- La dégradation des sols a réduit de 23 % la productivité de l'ensemble de la surface terrestre mondiale ; une partie de la production agricole annuelle mondiale, d'une valeur marchande pouvant atteindre 577 milliards de dollars US, est confrontée au risque de disparition des pollinisateurs et de 100 à 300 millions de personnes sont exposées à un risque accru d'inondations et d'ouragans en raison de la perte d'habitats côtiers et de leur protection.
- En 2015, 33 % des stocks de poissons marins ont été exploités à des niveaux non durable ; 60 % l'ont été au niveau maximum de pêche durable, et seulement 7 % à un niveau inférieur à celui estimé comme étant durable.
- Les zones urbaines ont plus que doublé depuis 1992.
- La pollution par les plastiques a été multipliée par dix depuis 1980 ; environ 300-400 millions de tonnes de métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets issus des sites industriels sont déversés chaque année dans les eaux du monde, et les engrais qui arrivent dans les écosystèmes côtiers ont produit plus de 400 « zones mortes» dans les océans, ce qui représente environ 245.000 km², soit une superficie totale plus grande que le Royaume-Uni.
- Les tendances négatives de la nature continueront jusqu'en 2050 et au-delà, dans tous les scénarios politiques explorés dans le rapport, sauf dans ceux qui proposent un changement transformateur - cela en raison de l'impact qu'aura l'augmentation du changement d'usage des terres, l'exploitation de certains organismes et le changement climatique, toutefois avec des différences significatives selon les régions.

Le rapport présente également un large éventail d'exemples d'actions en faveur du développement durable et les trajectoires pour les réaliser dans des secteurs tels que l'agriculture, la foresterie, les écosystèmes marins, les écosystèmes d'eau douce, les zones urbaines, l'énergie, les finances et bien d'autres. Le document souligne combien il est important, entre autres, d'adopter une gestion intégrée et des approches intersectorielles qui prennent en compte les compromis entre la production alimentaire et celle de l'énergie, les infrastructures, la gestion de l'eau douce et des zones côtières, ainsi que la conservation de la biodiversité.

En vue de créer une économie mondiale durable, l'évolution des systèmes financiers et économiques mondiaux a également été identifiée comme un élément clé des politiques futures plus durables. Elle s'éloigne du paradigme actuel trop limité de la croissance économique.

« L'IPBES présente aux décideurs une base scientifique fiable, les connaissances et les options stratégiques pour qu'ils les analysent », a déclaré la Docteure Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES. « Nous

remercions les centaines d'experts, issus du monde entier, qui ont donné de leur temps et partagé leurs connaissances pour aider à combattre la disparition des espèces, des écosystèmes et de la diversité génétique - une menace véritablement mondiale et générationnelle contre le bien-être humain. »

QUELQUES CHIFFRES - STATISTIQUES CLÉS ET FAITS PROVENANT DU RAPPORT

Chiffres clés généraux

- 75 % du milieu terrestre est « sévèrement altéré » à ce jour par les activités humaines (milieu marin 66 %)
- 47%: pourcentage de réduction des indicateurs de l'étendue et de l'état des écosystèmes mondiaux par rapport à leur état naturel estimé, nombre d'entre eux continuant de diminuer d'au moins 4% par décennie
- 28 % : pourcentage de la superficie mondiale des terres qui appartiennent ou sont gérées par les peuples autochtones, y compris plus de 40 % des zones officiellement protégées et 37 % de toutes les zones terrestres restantes ne subissant qu'une très faible intervention humaine
- +/- 60 milliards : tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables extraites dans le monde chaque année, en hausse de près de 100 % depuis 1980 (586-587)
- 15 % : augmentation de la consommation mondiale par habitant de matériaux depuis 1980
- 87%: pourcentage des zones humides présentes au 18e siècle qui ont été perdues en 2000 - la perte de zones humides est actuellement trois fois plus rapide, en termes de pourcentage, que la perte de forêts.

Espèces, populations et variétés de plantes et d'animaux

- 8 millions : nombre total estimé d'espèces animales et végétales sur la Terre (y compris 5,5 millions d'espèces d'insectes)
- Des dizaines et même des centaines de fois plus élevé: le taux actuel d'extinction des espèces dans le monde est supérieur à la moyenne des 10 derniers millions d'années, et ce taux s'accélère
- Jusqu'à 1 million : nombre d'espèces menacées d'extinction, dont de nombreuses au cours des prochaines décennies
- > 500 000 (+/- 9 %) : pourcentage estimé des espèces terrestres mondiales (5,9 millions en total) ayant un habitat insuffisant pour leur survie à long terme, si leur habitat n'est pas restauré
- > 40 % : pourcentage des espèces d'amphibiens menacées d'extinction
- Près de 33 % des récifs coralliens, des requins et des espèces proches, et plus de 33 % des mammifères marins sont menacés d'extinction
- 25 % : pourcentage moyen des espèces menacées d'extinction chez les vertébrés terrestres, d'eau douce et marins, les invertébrés et les plantes qui ont été étudiés de manière détaillée
- Au moins 680 : espèces de vertébrés qui ont disparu à cause de l'action de l'homme depuis le 14ème siècle
- +/- 10 % : estimation provisoire du pourcentage d'espèces d'insectes menacées d'extinction
- > 20 % : pourcentage de diminution de l'abondance moyenne des espèces autochtones dans la plupart des grands biomes terrestres, principalement depuis 1900
- +/- 560 (+/- 10 %): races des mammifères domestiques ayant disparu en 2016, et 1000 de plus sont menacées d'extinction
- 3,5 % : races domestiquées d'oiseaux ayant disparu en 2016
- 70 % : augmentation depuis 1970 du nombre d'espèces exotiques envahissantes dans les 21 pays ayant des dossiers détaillés
- 30 % : réduction de l'intégrité de l'habitat terrestre mondial, causée par la perte et la détérioration de l'habitat
- 47 % des mammifères terrestres non volants et 23 % des oiseaux menacés ont probablement vu leur répartition affectée par l'impact du changement climatique
- > 6 : espèces d'ongulés (mammifères à sabots) qui auraient probablement disparu ou survécu de nos jours uniquement en captivité si des mesures de conservation n'avaient pas été prises

Alimentation et agriculture

- 300 % : augmentation de la production des cultures vivrières depuis 1970
- 23 % : pourcentage des terres qui ont connu une réduction de leur productivité en raison de la dégradation des sols
- > 75 % des types de cultures vivrières mondiales dépendent de la pollinisation par les animaux

- 235 à 577 milliards de \$ US: c'est le montant annuel de la production agricole mondiale en péril en raison de la disparition des pollinisateurs
- 5.6 gigatonnes : quantité des émissions annuelles de CO2 retenues dans les écosystèmes marins et terrestres - ce qui équivaut à 60 % des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles
- +/- 11 % de la population mondiale est sous-alimentée
- 100 millions d'hectares d'expansion agricole dans les régions tropicales de 1980 à 2000, principalement due à l'élevage du bétail en Amérique latine (+/- 42 millions d'hectares), et aux plantations en Asie du Sud-Est (+/- 7,5 millions d'hectares, dont 80 % de palmiers à huile). La moitié de cette expansion s'est faite au détriment de forêts tropicales intactes
- 3 % : pourcentage d'augmentation de la transformation des terres destinées à l'agriculture entre 1992 et 2015, principalement au détriment des forêts
- > 33 % de la surface terrestre du monde (et +/- 75 % des ressources en eau douce) sont consacrées à la culture ou à l'élevage
- 12 % des terres émergées non couvertes par les glaces sont utilisées dans le monde pour la production agricole
- 25 % des terres émergées non couvertes par les glaces sont utilisées pour le pâturage (dont +/- 70 % des terres arides)
- +/- 25 % : émissions de gaz à effet de serre causées par le défrichement, la production agricole et la fertilisation ; la production de nourriture d'origine animale qui contribue à 75 % de ce chiffre
- +/- 30 % de la production agricole mondiale et de l'offre alimentaire mondiale sont fournies par de petites exploitations (< 2 hectares), qui utilisent +/- 25 % des terres agricoles, et conservent généralement une agro biodiversité riche
- 29 % des exploitations agricoles mettent en œuvre des pratiques de production agricole durable dans le monde entier (représentant 9 % de toutes les terres agricoles)
- 68 % des capitaux étrangers allant aux secteurs du soja et de viande bovine (principale transformation de l'Amazonie) transitent par des paradis fiscaux
- 100 milliards de dollars US : niveau estimé du soutien financier fourni par les pays de l'OCDE (2015) à un type d'agriculture potentiellement nocif pour l'environnement

Océans et pêche

- 33 % des stocks de poissons marins en 2015 étaient exploités à un niveau biologiquement non durable ; 60 % étaient exploités au maximum et 7% étaient sous-exploités
- > 55 % : zone océanique exploitée par la pêche industrielle
- 3 à 10 % : diminution prévue de la production primaire nette des océans due au changement climatique d'ici la fin du siècle
- 3 à 25 % : diminution prévue de la biomasse de poissons d'ici la fin du siècle dans les scénarios de réchauffement climatique bas et haut
- > 90 % : pourcentage des pêcheurs professionnels mondiaux relevant de la pêche à petite échelle (plus de 30 millions de personnes) - qui représente près de 50 % des prises mondiales de poissons
- Jusqu'à 33 % : pourcentage estimé en 2011 des prises de poissons dans le monde signalées comme étant illicites, non déclarées ou non réglementées
- 70 % : pourcentage des bateaux impliqués dans la pêche illicite, non déclarée et non réglementée soutenue par des fonds qui transitent par des paradis fiscaux
- > 10 % : diminution par décennie de l'étendue des herbiers marins de 1970 à 2000
- +/- 50 % : couverture des récifs coralliens qui a disparu depuis les années 1870
- 100 à 300 millions : habitants de zones côtières à risque accru en raison de la disparition de la protection des habitats côtiers
- 400 : écosystèmes côtiers à faible teneur en oxygène (hypoxiques), dits « zones mortes » causées par les engrais et occupant > 245.000 km²
- 57 % : pourcentage des subventions pour le renforcement des capacités qui peuvent avoir un impact négatif sur la nature, sur un montant total de 35 milliards de dollars US consacrés à des mesures de soutien pour la pêche
- 29 % : réduction moyenne du risque d'extinction pour les mammifères et les oiseaux dans 109 pays grâce aux investissements pour la conservation réalisés de 1996 à 2008 ; le risque d'extinction des oiseaux, des

mammifères et les amphibiens aurait été d'au moins 20 % sans cette action de conservation au cours des dernières décennies

- > 107 : espèces d'oiseaux, de mammifères et de reptiles très menacées qui ont bénéficié de l'éradication des espèces mammifères envahissantes dans les îles

Forêts

- 45 % : augmentation de la production de bois brut depuis 1970 (4 milliards de mètres cubes en 2017)
- +/- 13 millions : emplois dans l'industrie forestière
- 50 % : expansion agricole qui a eu lieu au détriment des forêts
- 50 % : diminution du taux net de perte de forêt depuis les années 1990 (excluant celles gérées pour fournir du bois ou pour extraction agricole)
- 68 % : superficie forestière mondiale actuelle par rapport à celle estimée à l'époque préindustrielle
- 7 % : réduction de la superficie des forêts intactes (> 500 km² sans pression humaine.) de 2000 à 2013 dans les pays développés et en voie de développement. La réduction est particulièrement rapide dans les régions tropicales
- > 75 % : réduction de l'étendue naturelle des forêts de mangrove
- 290 millions d'hectares (+/- 6 %) : couverture forestière autochtone qui a disparu de 1990 à 2015 en raison du déboisement et de la coupe de bois
- 110 millions d'hectares: augmentation de la superficie de forêts plantées de 1990 à 2015
- 10 à 15 % : approvisionnement mondial en bois fourni par l'exploitation forestière illégale (jusqu'à 50 % dans certaines régions)
- > 2 milliards : nombre de personnes qui utilisent le bois comme combustible pour répondre à leurs besoins en énergie primaire

Mines et énergie

- <1 % : superficie totale des terres utilisées pour l'exploitation minière, mais cette industrie a des effets négatifs importants sur la biodiversité, les émissions, la qualité de l'eau et la santé humaine
- +/-17 000 : sites miniers de grandes dimensions (dans 171 pays), principalement gérés par 616 sociétés internationales
- +/-6 500 : installations d'extraction de pétrole et de gaz en mer (dans 53 pays)
- 345 milliards de dollars US : subventions mondiales pour les combustibles fossiles entraînant des coûts globaux de 5 000 milliards de dollars US, y compris les effets externes de détérioration de la nature ; le charbon représente 52 % des subventions après impôts, le pétrole +/-33 % et le gaz naturel +/-10 %

Urbanisation, développement et questions socio-économiques

- >100 % : croissance des zones urbaines depuis 1992
- 25 millions de km : longueur des nouvelles routes goudronnées prévue d'ici 2050, dont 90 % dans les pays les moins avancés et les pays en voie de développement à revenu faible et intermédiaire
- +/-50 000 : nombre de grands barrages (>15 m de hauteur) ; +/-17 millions de réservoirs (>0,01 ha)
- 105 % : augmentation de la population humaine mondiale (de 3,7 à 7,6 milliards) depuis 1970
- 50 fois plus élevé : PIB par habitant dans les pays à revenu élevé par rapport aux pays à faible revenu
- >2 500 : conflits pour les combustibles fossiles, l'eau, la nourriture et la terre actuellement en cours dans le monde
- >1 000 : militants écologistes et journalistes tués entre 2002 et 2013

Santé

- 70 % : proportion de médicaments anticancéreux naturels ou synthétiques inspirés par la nature
- +/-4 milliards : personnes dépendant principalement des médecines naturelles
- 17 % : pourcentage de maladies infectieuses propagées par des vecteurs animaux, causant plus de 700 000 décès par an
- +/-821 millions : personnes confrontées à l'insécurité alimentaire en Asie et en Afrique
- 40 % : population mondiale n'ayant pas accès à de l'eau potable propre et salubre
- 80 % : eaux usées mondiales rejetées non traitées dans l'environnement
- 300 à 400 millions de tonnes : métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets provenant

- d'installations industrielles déversés annuellement dans les eaux du monde
- 2 fois : augmentation de l'exposition aux polluants atmosphériques subie par les citoyens des pays à faible revenu
- 10 fois : augmentation de la pollution plastique depuis 1980

Changement climatique

- 1 degré Celsius : différence moyenne des températures mondiales en 2017 par rapport aux niveaux préindustriels, en hausse de +/-0,2 (+/-0,1) degré Celsius par décennie
- >3 mm : élévation annuelle moyenne du niveau de la mer dans le monde au cours des deux dernières décennies
- Augmentation de 100 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 1980, ce qui a fait augmenter la température moyenne de la planète d'au moins 0,7 degré
- 40 % : augmentation de l'empreinte carbone du tourisme (4,5 Gt de dioxyde de carbone) de 2009 à 2013
- 8 % : émissions totales de gaz à effet de serre provenant des transports et de la consommation alimentaire liée au tourisme
- 5% : pourcentage estimé des espèces en voie d'extinction si les températures augmentent de 2 ° C et 16% si le réchauffement climatique atteint les 4,3 ° C
- Même avec un réchauffement de la planète de 1,5 à 2 degrés, la majorité des aires de répartition des espèces terrestres devrait se contracter de manière importante.

Objectifs mondiaux

- Le plus important : les objectifs d'Aichi en matière de biodiversité pour 2020 risquent de ne pas être atteints
- 25 % : pourcentage des objectifs en voie d'être atteints dans le cadre de six accords mondiaux relatifs à la nature et à la protection des biens communs environnementaux mondiaux (CMS, CITES, WHC, IPPC, UNCCD, Ramsar)
- 22 sur 44 : objectifs évalués au titre des objectifs de développement durable concernant la pauvreté, la faim, la santé, l'eau, les villes, le climat, l'océan et la terre compromis par des tendances négatives importantes pour la nature et ses contributions aux populations
- 72 % : pourcentage des indicateurs locaux de nature développés et utilisés par les peuples autochtones et les communautés locales montrant des tendances négatives
- 4 : nombre d'objectifs d'Aichi[1] pour lesquels des progrès satisfaisants ont été réalisés sur certaines déclinaisons, avec des progrès modérés sur certaines déclinaisons pour 7 autres objectifs, de faibles progrès sur toutes les déclinaisons pour 6 objectifs et des informations insuffisantes pour évaluer les progrès sur certains ou tous les éléments des 3 autres objectifs
- 22 sur 34 : indicateurs relatifs à la mise en œuvre des réponses politiques et des actions visant à préserver et à utiliser la nature de manière plus durable lorsque des progrès significatifs ont été réalisés
- 9 des 13 indicateurs liés à la prise en compte des facteurs de perte de biodiversité pour lesquels des tendances à la détérioration significative sont apparentes
- 10 % : pourcentage les zones côtières/marines (et 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures) désormais conservées (Objectif Aichi 11)
- +/-15 % : environnements terrestres et d'eau douce (et +/-7 % du domaine marin) protégés, bien que de nombreux sites importants pour la biodiversité ne soient que partiellement couverts et que les sites ne soient pas encore pleinement représentatifs du point de vue écologique ou ne soient pas gérés de manière efficace ou équitable

URL source:

<https://www.ramsar.org/fr/news/le-dangereux-declin-de-la-nature-un-taux-dextinction-des-especes-sans-precedent-et-qui>